
 <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE</p>	<p>Direction : de l'espace rural et de la forêt Sous-direction : de la forêt</p> <p>Bureau : de la protection de la forêt</p> <p>Adresse : 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15</p> <p>Suivi par : Jean-Louis ROUSSEL</p> <p>Tél : 01.49.55.52.38 Fax : 01.49.55.41.97 Réf. Interne : Réf. Classement :</p>	<p style="text-align: center;">CIRCULAIRE DERF/SDF/C2002-3003 Date : 07 FEVRIER 2002</p>
--	--	---

Date de mise en application : immédiate

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
à

Mmes et MM. les préfets de région (DRAF)
Mmes et MM. les préfets de départements (DDAF)

 Nombre d'annexes : 0

Objet : Conditions de financement, par le budget général de l'Etat (chapitres 61-45 articles 10, 30 et 40, 51-92 article 90 et 44-92 article 20), des projets d'investissements forestiers ou d'actions forestières à caractère protecteur, environnemental et social.

Bases juridiques : - code forestier, notamment les articles L. 7 et L. 423-1,
- code rural, notamment les articles L. 311-1 et L. 311-3,
- décret n° 99-874 du 13 octobre 1999,
- décrets n° 99-1060 du 16 décembre 1999, n° 2000-675
et n° 2000-676 du 17 juillet 2000 ;
- arrêté interministériel du 17 juillet 2000 ;
- règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 ;
- plan de développement rural national approuvé le 7 septembre 2000.

Résumé : La présente circulaire complète la circulaire DERF/SDF/C 2001-3010 du 7 mai 2001 en précisant les conditions d'utilisation de la mesure h.1 du plan de développement rural national (aide au boisement des terres agricoles) pour les projets d'investissements forestiers à caractère protecteur et environnemental.

Mots-clés : forêt, terres agricoles, aides, boisement, protection, environnement, social.

Plan de Diffusion	
<p>Pour exécution :</p> <p>Mme et MM. les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt</p> <p>Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt</p>	<p>Pour information :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Ministère de l'intérieur (DGA et DDSC) -Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DNP, DE et DPPR) -Office national des forêts -Association nationale des C.R.P.F. -Fédération nationale des communes forestières de France -Directeurs des C.R.P.F. -F.N.S.P.F.S. -Union des coopératives forestières françaises -I.N.R.A. -C.E.M.A.G.R.E.F. -I.D.F. -A.F.O.C.E.L. -A.P.C.A. -D.P.F.M. -E.N.G.R.E.F. -D.I.R.E.N.

La circulaire DERF/SDF/C 2001-3010 du 7 mai 2001 relative aux conditions de financement par le budget général de l'Etat des projets d'investissements forestiers ou d'actions forestières à caractère protecteur, environnemental et social ne précise pas les conditions d'utilisation de la mesure h.1 du plan de développement rural national correspondant à l'aide au boisement des terres agricoles. La présente circulaire, qui complète la circulaire précitée, vise à réparer cette omission.

1) Il est rappelé que les terres agricoles concernées par la mesure h.1 sont des terres non boisées, qui ont fait l'objet d'une exploitation agricole pendant au moins deux années consécutives au cours des cinq années précédant la demande d'aide au boisement ou de prime compensatrice de perte de revenu, et qui figuraient dans une des catégories suivantes : terres, prés, vergers, vignes ou landes. Les bénéficiaires de la mesure h.1 sont :

- les agriculteurs, propriétaires des fonds à boiser ou preneurs de bail emphytéotique ou fermier ou métayer, qui réalisent le boisement avec l'accord exprès du propriétaire, qui consacrent plus de 50 % de leur temps de travail à des activités agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural et qui en retirent au moins 50 % de leur revenu ;
- les personnes morales dont l'objet est agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et dont le capital social est détenu pour plus de 50 % par des agriculteurs répondant aux conditions définies à l'alinéa précédent ;
- les exploitants agricoles contractant un contrat territorial d'exploitation visé à l'article L. 311-3 du code rural dans les conditions d'éligibilité précisées par le décret n° 99-874 du 13 octobre 1999.

Les opérations de boisement des terres agricoles éligibles à la mesure h.1, qui sont visées dans le 4) de la présente circulaire, sont financées par l'Etat à un taux de subvention compris entre 20 et 50 % sur des crédits du chapitre 61-45 article 30.

2) Le dernier alinéa du paragraphe 2.1 a) de la circulaire DERF/SDF/C 2001-3010 du 7 mai 2001 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Les opérations d'investissement forestier à caractère protecteur, environnemental et social, réalisées sur une exploitation agricole, ont vocation à être financées de façon prioritaire au titre des mesures f et h du PDRN, dans le cadre des directives définies pour la mise en œuvre des contrats territoriaux d'exploitation (CTE), des mesures agri-environnementales (MAE) et, du boisement des terres agricoles. Les opérations éligibles à la mesure f ne sont pas traitées dans la présente circulaire. Le développement, qui suit, vise notamment à prendre en compte les opérations d'investissement forestier à caractère protecteur, environnemental et social, non éligibles à la mesure f, mais éligibles aux mesures h.1, i et t ».

3) Le deuxième alinéa du paragraphe 2.2.5 de la circulaire DERF/SDF/C 2001-3010 du 7 mai 2001 est remplacé par le paragraphe suivant :

- « a) ■ protection de la forêt contre les incendies : chapitres 61-45 articles 10 et 40 et 51-92 article 90 ;
- restauration des terrains en montagne : chapitre 61-45 articles 10 et 30 ;
 - fixation de dunes-côtières : chapitre 61-45 article 10 ;
 - protection des ressources en eau et des sols : chapitre 61-45 articles 30 et 40 ;
 - création ou restauration des formations arborées hors forêt : chapitre 61-45 articles 30 et 40 ;
 - restauration minérale des sols forestiers acidifiés : chapitre 61-45 article 10 ;
 - protection ou restauration de la biodiversité : chapitre 61-45 articles 30 et 40 ;
 - accueil du public : chapitre 61-45 article 40 ».

4) Le paragraphe ainsi rédigé :

« Au titre du PDRN mesure h.1

- élimination de la végétation préexistante ;
- préparation du sol ;
- fourniture et mise en place des graines et plants d'une espèce ou d'une provenance génétique adaptée à la station forestière ;
- trois premiers entretiens (hors du cas des TCR) ;
- travaux et fournitures annexes indispensables (fossés, protection contre les animaux sauvages et domestiques, les insectes ravageurs et les champignons pathogènes) dans la limite des plafonds fixés au niveau régional ;
- maîtrise d'œuvre des travaux et de leur suivi par un expert forestier ou un homme de l'art agréé avec un montant total maximal de 10 % du coût total des travaux ;
- desserte interne au chantier et son raccordement sur une voirie opérationnelle ;
- étude préalable d'impact ou d'insertion paysagère pour un montant maximal de 10 % du coût total du projet».

est inséré dans les chapitres suivants de la circulaire DERF/SDF/C 2001-3010 du 7 mai 2001 :

– **5. RESTAURATION DES TERRAINS EN MONTAGNE**

Dans 5.1.1., avant * aides aux paiements compensatoires au titre de l'article 32 du RDR.

– **7. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES SOLS**

Dans 7.1.1., avant le 7.1.2..

– **9. PROTECTION OU RESTAURATION DE LA BIODIVERSITE**

Dans 9.1.1., avant le 9.1.2.

– **10. CREATION OU RESTAURATION DES FORMATIONS ARBOREES HORS FORET**

Dans 10.1.1., avant 10.1.2.

Par ailleurs, il est ajouté à la fin du paragraphe 2.3 ● études préalables de la circulaire DERF/SDF/C2001-3010 du 7 mai 2001, la phrase suivante :

« Les études préalables citées précédemment sont prises en compte dans la demande d'aide à hauteur de 10 % du montant global du projet ».

Le contrôleur financier

Le directeur de l'espace rural et de la forêt

Pierre DABLANC

Pierre-Eric ROSENBERG